

## AMENDMENT FORM

### Suggestion for amendment of Article 9 of Part II

By Mr : O'Sullivan and Ponzano

Status : Alternates

---

Modify the second indent of the second paragraph of Article 9 as follows.

*« By derogation from paragraph 1, the Council shall act by qualified majority:*

*[...]*

- when acting on the basis of a joint proposal by the Minister for Foreign Affairs and the Commission, ~~as defined in Article 2(2)~~;*

*[...]. »*

---

### Explanation :

*The proposed text mixes the « inter-pillar » proposals referred to in Article 2 with the proposals limited to CFSP, which are those covered by this Title. The text should not link the two, as the situations covered are different.*

*In Article 9, the reason for the involvement of the Commission is not because external action issues are involved which go beyond CFSP, but to reflect the conclusions of Working Party VII (see points 7 and 11 of the explanatory note to CONV685/03 : (7) « However, in exercising his/her right of initiative in the field of CFSP, the Minister could seek the support of the Commission; he/she could therefore put forward joint proposals with the Commission in this area. » (11) « As suggested by a large number of members of the Convention, there is provision for more use of QMV. It would be applicable when the Council decides on joint proposals by the Minister and the Commission, and an enabling clause would allow the European Council to extend the use of QMV in the Council on CFSP matters. »)*

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'article 9 de la partie II

Déposée par M. O'Sullivan et M. Ponzano

Qualité :      Suppléants

---

Modifier le deuxième tiret du paragraphe 2 de l'article 9 comme suit.

*« Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée :*

*[...]*

*- lorsqu'il statue sur la base d'une proposition conjointe du Ministre des Affaires étrangères et de la Commission, ~~telle que définie à l'article 2, paragraphe 2,~~*

*[...] ».*

---

#### Explication :

*Le texte proposé confond les propositions « inter-piliers » visées à l'article 2 et les propositions dans le domaine de la PESC, qui sont les seules à être envisagées dans ce titre. Il ne faut donc pas de renvoi de l'une à l'autre, s'agissant de situations différentes.*

*En effet, dans l'article 9, l'intervention de la Commission n'est pas rendue obligatoire par l'existence de matières relevant d'autres aspects de l'action externe que la PESC, mais est au contraire le reflet des conclusions du groupe de travail sur l'action externe (voir les points 7 et 11 de la note explicative du document CONV685/03 : (7) « Cependant, lors de l'exercice de son droit d'initiative pour les questions relevant de la PESC, le ministre pourrait solliciter le soutien de la Commission; par conséquent, il pourrait présenter des propositions conjointes avec la Commission dans ce domaine. » (11) « Ainsi que l'ont proposé de nombreux membres de la Convention, le texte prévoit un recours plus large au vote à la majorité qualifiée (VMQ). Celui-ci serait applicable lorsque le Conseil statue sur des propositions conjointes du ministre et de la Commission, et une clause d'habilitation permettrait au Conseil européen d'étendre l'utilisation du VMQ au sein du Conseil aux questions relevant de la PESC »).*